

La filière bâtiment prise entre le marteau et l'enclume

Prix et disponibilité des matières premières inquiètent



La filière bâtiment prise entre le marteau et l'enclume

Prise en étau entre deux crises, les entreprises du bâtiment réclament des mesures d'urgence au gouvernement

Alors que la crise sanitaire a déclenché une crise des matériaux de construction, la guerre en Ukraine renforce dramatiquement les risques de pénuries et d'inflation de l'ensemble des coûts de production.

La FFB du Gers se mobilise et va à la rencontre des élus départementaux pour attirer leur attention sur un secteur vital

Elle demande d'urgence aux pouvoirs publics :

- une mesure transitoire de baisse du taux de TVA sur les carburants ;
- un gel des prix de l'énergie et des carburants ;
- la prise en charge intégrale de l'activité partielle qui découlerait de pénuries ;
- dans les marchés publics, la prise en compte systématique des demandes d'indemnisation, d'avenant au marché, de non application des pénalités de retard ;
- la mise en œuvre de la théorie de l'imprévision tant dans les marchés publics que dans les marchés privés en vue d'imposer une renégociation des prix aussi longtemps que durera le conflit.

Olivier Salleron, président de la FFB souligne « Les artisans et entrepreneurs du bâtiment, qui ont porté l'économie au cours des derniers mois dans une situation déjà tendue, ne pourront pas tenir sans mesures exceptionnelles. »

Carburants :

Dans le Gers, département rural, les entreprises doivent effectuer des dizaines de kilomètres pour se rendre sur les chantiers. La hausse des prix des carburants ne sera pas tenable pour nos entreprises déjà fragilisées par la hausse du coût des matières premières. Nos entreprises sont impactées directement mais nos salariés aussi. Eux aussi subissent cette flambée des coûts. Ils doivent parcourir quotidiennement bon nombre de kilomètres pour se rendre en entreprise ou sur les chantiers. L'organisation des équipes doit être revue et les véhicules doivent être surveillés de près pour éviter les siphonnages. Ceux qui souhaitent réapprovisionner leur cuve font face à des restrictions au moment de la livraison. Au mieux 1 000L mais la plupart du temps 500 L à peine. Les entreprises de TP (Travaux Publics) sont elles aussi impactées de plein fouet avec leurs engins.

Le secteur ne sera pas en mesure de couvrir la montée en flèche du carburant sans intervention de l'Etat.

Matières premières :

Avec l'envolée des prix des matières premières, nous sommes aujourd'hui face à une situation extrêmement complexe. Les prix de certains matériaux peuvent prendre jusqu'à 10 % d'augmentation dans la semaine selon la FFB .qui pose des questions majeures .

Comment garantir des prix à plus de quelques jours ? Il devient impossible d'anticiper. Pour le moment, les chantiers ne sont pas arrêtés mais il paraît de plus en plus difficile pour les acteurs locaux de connaître le montant final de l'addition. Situation d'autant plus qu'en cette période d'élection et d'instabilité, les études (devis) se font très rares.

Des échanges ont déjà eu lieu sur le sujet avec Le Préfet du Gers, Xavier Brunetière le 10 mars dernier et également avec Le Président du Conseil Départemental du Gers, Philippe Dupouy pour les informer de la situation dans laquelle se trouvent les entreprises locales en ces temps de crise. Une rencontre est également prévue avec le Député Jean René Cazeneuve.

La Fédération reste entièrement mobilisée aux côtés des entreprises Gersoises dans cette période difficile .